



# Rapport d'orientation budgétaire 2017

Communauté de Communes du Pays de Mormal

## Table des matières

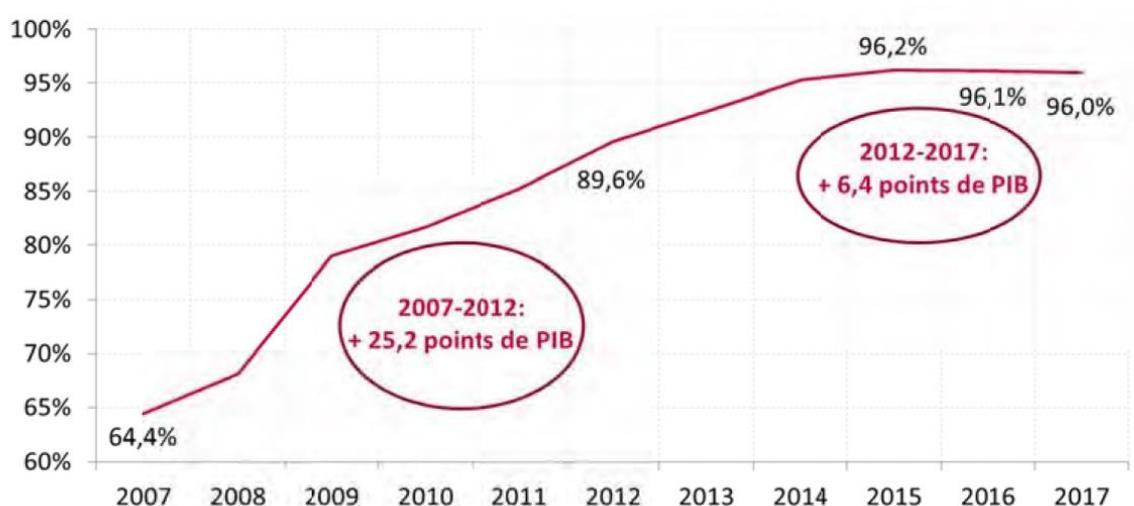
1.	Le Projet de Loi de finances 2017 et son impact pour les collectivités locales.....	3
2.	Les prévisions de recettes de fonctionnement de la CCPM en 2017.....	5
2.1.	Les concours financiers .....	5
2.2.	Les ressources fiscales.....	6
2.3.	Les produits des services et redevances .....	9
2.4.	Synthèse des recettes de fonctionnement prévues en 2017.....	9
3.	Les prévisions de dépenses de fonctionnement de la CCPM en 2017.....	10
3.1.	Les dépenses de gestion courante .....	10
3.2.	Les attributions de compensation.....	11
3.3.	Les subventions .....	12
4.	La structure de la dette .....	13
5.	L'épargne.....	14
6.	La politique des ressources humaines de la CCPM .....	16
6.1.	La structure des effectifs.....	16
6.2.	Les dépenses de personnel .....	17
7.	Evolution du Plan pluriannuel d'investissement.....	19
8.	Budget Annexe ZAC de Wagnies-le-Grand.....	20

## 1. Le Projet de Loi de finances 2017 et son impact pour les collectivités locales

A ce jour le projet de loi de finances 2017 est en cours d'examen par le Parlement. Dans ce projet, le gouvernement estime que le déficit passera sous la barre des 3% en 2017, notamment grâce à une maîtrise des dépenses publiques, mais aussi en prévision d'une croissance de 1,5% pour 2017.

En 2017, la dette publique devrait se stabiliser autour de 96% du PIB, après une période d'augmentation importante

### Évolution de la dette publique entre 2007 et 2017 (en % du PIB)



### Les collectivités ont pleinement participé au redressement des finances publiques

En 4 années les dotations de l'Etat vers les collectivités ont diminué de 12,5 Milliards d'euros par an, soit une baisse cumulée de 28 Milliards d'euros.

Le bloc communal (intercommunalités + communes) a donc vu ses dotations chuter de 15,7 milliards d'euros.

Cette baisse drastique des dotations de l'Etat vers les collectivités a un impact sur les politiques d'investissements des collectivités, qui sont amenées à reporter leurs projets ou à les annuler.

Ainsi, pour 2017, l'Etat a décidé de diminuer de moitié la contribution du bloc communal au redressement des Finances publiques. Cette contribution représentera 1,035 Milliards d'euros pour le bloc communal. La répartition n'est pas connue à ce jour entre les communes et EPCI, le présent rapport d'orientation s'appuie sur une répartition similaire à 2016 (60% communes, 30% Intercommunalités). Ainsi, la CCPM subira une nouvelle baisse des dotations de l'Etat.

## La péréquation horizontale

Le FPIC (fonds de péréquation des ressources intercommunales) est un mécanisme de péréquation entre les communes et les groupements, permettant de palier aux différences de richesses entre les territoires. Ce fonds, initialement mis en place pour limiter les effets de la baisse des dotations sur les communes les moins riches, devait subir une augmentation, grâce à la contribution des communes les plus riches en 2017. Néanmoins, en raison de la mise en place des nouveaux schémas de coopération intercommunale, l'Etat a décidé de stabiliser le FPIC pour 2017. La Communauté de communes du Pays de Mormal ne pourra bénéficier d'une hausse du FPIC initialement prévue.

## 2. Les prévisions de recettes de fonctionnement de la CCPM en 2017

### 2.1. Les concours financiers

#### *La dotation d'intercommunalité*

Comme évoqué dans le précédent chapitre la contribution au redressement des finances publiques engagée par l'Etat en 2014, se traduira une nouvelle fois par la baisse de la dotation d'intercommunalité de la CCPM, en raison de la contribution au redressement des finances publiques.

En considérant une répartition similaire entre les communes et les intercommunalités, la contribution au redressement des finances publiques devrait représenter 150 500 €, et ainsi faire diminuer la dotation d'intercommunalité de 1 065 740 € en 2016, à 915 240 €.

En 4 années, la communauté de communes du pays de Mormal aura contribué à hauteur de **852 669 €**.

#### **La bonification de la DGF**

*La loi NOTRE prévoit une modification des critères d'attribution de la DGF bonifiée en fonction des compétences exercées. Cette modification pourrait entraîner une perte de 400 000 € de la dotation d'intercommunalité dès 2018, si la CCPM ne disposait pas de nouvelles compétences requises. Une réflexion sur les compétences obligatoires sera donc à mener dès 2017, afin de ne pas amputer les ressources de la collectivité.*

#### *La dotation de compensation*

La dotation de compensation est une autre dotation perçue par la CCPM. Cette dotation reprend pour l'essentiel la compensation de la « part salaires » de l'ex taxe professionnelle. Afin de financer l'actualisation annuelle des données de la population et les mouvements des périmètres intercommunaux, il est prévu un écrêtement uniforme de la compensation.

Les informations sur l'écrêtement ne sont communiquées par le comité des finances locales que lors du mois de février de l'année en cours. En conséquence, pour anticiper cette baisse, nous avons estimé un taux d'écrêtement de la dotation de compensation à 2,30 % de la dotation de l'année précédente. La dotation de compensation devrait donc baisser de 36 000 €, la dotation de compensation devrait représenter **1 588 684 €**.

#### *Les autres dotations*

Les autres dotations et compensation concernent les compensations de l'Etat au titre des exonérations de taxe foncière, de taxe habitation, ou encore de la CVAE et CFE, ou encore les participations prévues

Par précaution, et n'ayant pas de certitude sur le total de ces dotations, ces dernières ont été estimées et devraient de manière légèrement inférieures à l'année 2016 et représenter environ 690 953€.

#### *Synthèse des concours de l'Etat et des collectivités*

<i>En €</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>
<b><i>Dotation intercommunalité</i></b>	<b><i>1 065 740</i></b>	<b><i>915 240</i></b>
<b><i>Dotation de compensation</i></b>	<b><i>1 626 084</i></b>	<b><i>1 588 684</i></b>
<b><i>Autres participations</i></b>	<b><i>694 659</i></b>	<b><i>690 953</i></b>
<b><i>Total</i></b>	<b><i>3 386 483</i></b>	<b><i>3 194 877</i></b>

*Au total, les recettes liées aux concours de l'Etat et autres structures devraient baisser de près de 200 000 € en 2017.*

Si l'on ajoute la perte d'environ 850 000 € depuis 2014, on constate que la Communauté de communes du Pays de Mormal doit aujourd'hui réaliser les mêmes compétences avec plus d'1 million d'€uros de moins qu'en 2014.

## 2.2. Les ressources fiscales

Le pacte financier et fiscal voté par le conseil communautaire de la CCPM a défini la politique communautaire en matière de finances et de fiscalité sur le territoire. Le plan pluriannuel d'investissements de la CCPM a été construit en sans procéder à une augmentation des taux sur les ménages ni sur les entreprises.

### *La fiscalité des ménages*

Pour 2017, le présent rapport prévoit une augmentation des bases fiscales de 1%, et aucune augmentation des taux pour 2017

Les recettes fiscales liées à la fiscalité ménages devraient donc se composer de la manière suivante :

Le taux intercommunal de taxe foncière sur le bâti restera à 3,57 %

	Variation retenue	Année de référence 2016	2017
Evolution sur la variation moyenne du produit	1 %	1 042 655	1 053 081
<i>Evolution entre deux années</i>			10 426

Le taux de taxe foncière sur le non bâti restera à 7,96 %

	Variation retenue	Année de référence 2016	2017
Evolution sur la variation moyenne du produit	1 %	270 286	272 988
<i>Evolution entre deux années</i>			2 702

Le taux de taxe d'habitation restera à 14,91 %

	Variation retenue	Année de référence 2016	2017
Evolution sur la variation moyenne du produit	1 %	5 093 318	5 144 251
<i>Evolution entre deux années</i>			50 933

## La fiscalité des entreprises

### La CFE

	Variation retenue	Année de référence 2015	2017
Evolution sur la variation moyenne du produit	1 %	2 120 779	2 141 986
<i>Evolution entre deux années</i>			<i>21 207</i>

### La CVAE

Le montant de CVAE perçu par les collectivités est estimé par les services de la Direction régionale des finances publiques.

Pour 2017, les premières estimations de CVAE s'élèvent à 1 081 153 €

### TASCOM

	Variation retenue	Année de référence 2015	2017
Evolution sur la variation moyenne du produit	1 %	311 059	314 169
<i>Evolution entre deux années</i>			<i>3 110</i>

### Produit des IFER

	Variation retenue	Année de référence 2015	2017
Evolution sur la variation moyenne du produit	1 %	288 715	294 533
<i>Evolution entre deux années</i>			<i>5 818</i>

## La TEOM

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères a été fixée en 2016 à 14,50%. Ce taux restera le même en 2017, seule une valorisation des bases fiscales est prise en compte

	Variation retenue	Année de référence 2016	2017
Evolution sur la variation moyenne du produit	1 %	4 033 657	4 103 310
<i>Evolution entre deux années</i>			<i>69 343</i>

## Le FPIC

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales stagnera en 2017, et comme défini dans le pacte financier de la communauté, ce montant sera réparti sous la règle du droit commun, la CCPM devrait donc recevoir **440 000 € du FPIC**.

## Synthèse des ressources fiscales prévues en 2017

article	Libellé article	mtt_realise_N-2	mtt_prevu_N-1	mtt_proposition_ 2017
73111	Taxes foncières & d'habitation	8 631 982,00	8 623 845,00	8 710 083,00
73112	Cotis. sur la VA des Entrepri.	1 078 041,00	1 086 737,00	1 081 153,00
73113	Taxe sur Surfaces Commerciales	311 059,00	311 059,00	314 169,00
73114	Imp Forfait. sur Ent de Réseau	288 715,00	291 617,00	294 533,00
7323	F.N.G.I.R.	34 040,00	-	-
7325	Fond de péréq. intercom & com	457 058,00	440 746,00	440 000,00
7331	Tx. d'Enl. des Ord. ménagères	3 443 409,00	4 062 684,00	4 103 310,00
<b>Total</b>		<b>14 244 304,00</b>	<b>14 816 688,00</b>	<b>14 943 248,00</b>

### 2.3. Les produits des services et redevances

Les recettes liées aux se décomposent de la manière suivante :

- les recettes liées à la vente de produits résiduels (recyclage des déchets collectés en porte à porte ou en déchetterie). En 2017, ces recettes devraient être inférieures aux années précédentes, les services techniques avaient lors des précédents exercices, récolté des produits issus des collectivités avant fusion.

- les recettes liées aux CLSH et aux séjours : ces recettes devraient représenter le même produit, il n'est pas prévu de variation de tarif

- Les recettes liées au conservatoire ou aux spectacles organisées par le service culture

	BP 2016	BP 2017
Vente de produits résiduels	902 424	712 000
CLSH et séjours	217 000	230 000
Conservatoire et culture	10 700	52 700
<i>Total</i>		994 700

### 2.4. Synthèse des recettes de fonctionnement prévues en 2017

chapitre	mtt_realise_N-2	mtt_prevu_N-1	mtt_proposition_2017
<b>Total 013 - Atténuations de charges</b>	216 768,31	170 000,00	170 000,00
<b>Total 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>	1 171 126,93	1 139 124,01	994 700,00
<b>Total 73 - Impôts et taxes</b>	14 244 304,00	14 816 688,00	14 943 248,00
<b>Total 74 - Dotations, subventions et participations</b>	3 920 294,93	3 374 891,98	3 194 877,00
<b>Total 75 - Autres produits de gestion courante</b>	28 403,54	10 500,00	5 120,00
<b>Total 76 - Produits financiers</b>	-	468 021,94	468 021,94
<b>Total 77 - Produits exceptionnels</b>	338 643,55	-	-
<b>Total général</b>	<b>19 919 541,26</b>	<b>19 979 225,93</b>	<b>19 775 966,94</b>

### 3. Les prévisions de dépenses de fonctionnement de la CCPM en 2017

En 2017, la CCPM continuera sa stratégie financière de maîtrise des dépenses de fonctionnement, afin de dégager un maximum de crédits pour les dépenses d'investissement, pour permettre au territoire de disposer d'équipements modernes et structurants.

#### 3.1. Les dépenses de gestion courante

La construction du budget de la CCPM repose sur une stratégie appelée « Budget Base zéro ». Cela signifie que chaque année, tous les services sont amenés à réaliser leurs demandes en fonction de la nécessité du service prévue et de la variation des projets envisagée pour l'année à venir. **Aucun crédit n'est reconduit à l'identique d'une année sur l'autre sans justification.**

Cette méthode permet de responsabiliser les services et limite ainsi les inscriptions budgétaires qui ne seraient basées que sur des crédits non consommés les années précédentes.

#### *Les principales évolutions sur les charges à caractère général*

Les charges à caractère général (chapitre 011), comprennent les dépenses liées au bon fonctionnement des services de la communauté, il s'agit notamment des dépenses liées aux contrats avec les prestataires de service (collecte des déchets, maintenances diverses etc.), les dépenses liées aux fournitures, énergie, les transports etc.

Le montant prévu en 2016 sur ce chapitre était de 7 657 032 € (BP + BS). Ce chapitre connaîtra une légère baisse en 2017, le budget inscrit en 2017 sera de 7 481 410,07 €

#### **Les transferts de compétence**

Les transferts de compétence réalisés en 2015 auront eux aussi un impact sur le budget de fonctionnement.

La création de l'office de tourisme permet notamment de minorer les charges à caractère général, puisque les dépenses liées au tourisme vont être réalisées par l'office de tourisme communautaire. Une subvention de fonctionnement correspondant au montant des dépenses de la CCPM en 2016 sera attribuée à l'office de tourisme communautaire. A l'inverse ce transfert aura un impact sur le chapitre 65, puisqu'une subvention de fonctionnement sera versée à l'EPIC qui a pour mission la promotion touristique.

Pour l'éclairage public, les dépenses d'énergie sont estimées à 700 000 € pour 2017. La maintenance du réseau EP est estimée à 120 000 €.

#### **Education jeunesse**

Après accord de la CAF, le budget proposé prévoit une augmentation du nombre d'enfants dans les séjours de la CCPM. C'est la raison pour laquelle le montant des dépenses liées aux séjours passe de 172 000 € en 2016 à 207 000 € en 2017. Les dépenses du service éducation jeunesse sont estimées à 443 200 € au total.

*Organisation des séjours : augmentation du nombre d'enfants sur les périodes été et hiver coût supplémentaire estimé à 8000 € (30 enfants en plus en hiver et 20 en plus en été)*

### **Collecte des ordures ménagères et déchetteries**

Les dépenses liées à la collecte des ordures ménagères sont légèrement supérieures à 2016, le budget pour 2017 est estimé à 4 291 500 €.

La gestion des déchetteries est estimée à 859 000 € pour 2017

### **Communauté amie des aînés**

Depuis 2015, la CCPM est engagée dans le réseau communauté amie des aînés. Le budget 2017 prévoit donc plusieurs actions pour cette compétence. Le budget prévoit notamment une étude sur la réalisation d'une piscine sur le territoire (cf. investissement), des actions de prévention ainsi que l'édition de guides à destination des personnes âgées.

#### **Les nouvelles dépenses à débattre**

**Communauté amie des aînés** : Action de prévention auprès des personnes âgées et édition de guides (15 000 €)

**Logement d'urgence** : Instauration d'une politique de gestion du logement d'urgence (enveloppe 10 000 €)

**Réalisation du Schéma des usages numériques** : réalisation d'une étude par l'ADUS pour connaître les attentes et les besoins du territoire.

### 3.2. Les attributions de compensation

Les différents transferts de compétences ont un impact direct sur les attributions de compensation de la communauté de communes du Pays de Mormal.

Les attributions de compensations aux communes, ainsi que la participation au service des ADS de la communauté représenteront 6 280 000 € pour 2017.

La contribution au FNGIR, fonds national de garantie individuelle des ressources est estimé à 368 376 €.

chapitre	article	Libellé article	mtt_realise_N-2	mtt_prevu_N-1	mtt_proposition_2017
014 - Atténuations de produits	73921	Attributions de compensation	6 788 583,90	6 392 000,00	6 280 000,00
014 - Atténuations de produits	73923	Reversements sur FNGIR	368 677,00	371 000,00	368 676,00
<b>TOTAL</b>			<b>7 157 261,00</b>	<b>6 763 000,00</b>	<b>6 648 676,00</b>

### 3.3. Les subventions

La subvention à l'office de tourisme intercommunal est estimée pour 2017 à 275 000 €. Ce montant a été estimé en fonction des organisations existantes, et par conséquent des transferts de charge entre la communauté de communes et la commune du Quesnoy, ainsi que des dépenses réalisées par la CCPM au service tourisme en 2016.

Les autres subventions concernent principalement ADACI et GIP réussir en Sambre pour 119 000 €.

#### 4. La structure de la dette

La structure de la dette de la CCPM a été sensiblement modifiée en 2015, avec la sortie d'un emprunt structuré et le financement de certains emprunts.

Les charges financières de la CCPM ainsi que les remboursements en capital vont augmenter, car la communauté paiera en 2017 les premières échéances liées au refinancement de l'emprunt structuré.

		2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Crédit Foncier / 810 k€	CRD	648 000,00	567 000,00	486 000,00	405 000,00	324 000,00	243 000,00	
	A	81 000,00	81 000,00	81 000,00	81 000,00	81 000,00	81 000,00	
	i	36 135,00	31 704,75	27 101,25	22 584,38	18 067,50	13 587,75	
CENFE 250 k€ fin en 2020	CRD	159 331,98	134 823,06	109 529,86	83 427,28	56 489,41	28 689,53	
	A	24 508,92	25 293,20	26 102,58	26 937,87	27 799,88	28 689,53	
	i	5 098,62	4 314,34	3 504,96	2 669,67	1 807,66	918,01	
CA 400 k€ fin en 2020	CRD	179 682,40	152 229,94	123 824,88	94 434,16	64 023,59	32 557,77	
	A	27 452,46	28 405,06	29 390,72	30 410,57	31 465,82	32 557,77	
	i	6 234,98	5 282,38	4 296,72	3 276,87	2 221,62	1 129,75	
CA 200 k€ fin en 2023	CRD	135 461,18	122 936,38	109 844,21	96 158,96	81 853,77	66 900,56	
	A	12 524,80	13 092,17	13 685,25	14 305,19	14 953,21	15 630,59	
	i	6 136,39	5 569,02	4 975,94	4 356,00	3 707,98	3 030,60	
CA 381 k€ fin en 2015	CRD	36 398,36						
	A	36 398,36						
	i	2 322,21						
CA 165 k€ fin en 2021	CRD	109 194,07	93 151,12	76 588,61	59 489,71	41 837,03	23 612,66	
	A	16 042,95	16 562,51	17 098,90	17 652,68	18 224,37	18 814,60	
	i	3 302,97	2 783,41	2 247,02	1 693,24	1 121,55	531,32	
CA 397 k€ fin en 2028	CRD	372 352,96	351 714,78	330 221,59	307 837,98	284 527,06	260 250,40	
	A	20 638,18	21 493,19	22 383,61	23 310,92	24 276,66	25 282,42	
	i	14 878,90	14 023,89	13 133,47	12 206,16	11 240,42	10 234,66	
HELVETIX 3 500 k€	CRD							
	A	72 433,59						
	i	155 386,49						
tx = 4,50%	Helvetix	CRD	3 200 000,00	3 082 262,84	3 006 514,33	2 927 299,17	2 844 458,72	2 757 827,08
	4,50% fin en 2039	An		178 212,56	178 820,74	179 750,45	180 722,67	181 990,17
		A		75 748,51	79 215,16	82 840,45	86 631,64	90 596,35
		i		102 464,05	99 605,58	96 910,00	94 091,03	91 393,82
tx = 1,16%	6552 k€ fin en 2029	CRD			6 552 307,16	6 048 283,53	5 544 259,90	5 040 236,27
		An			585 294,08	578 837,54	572 603,04	566 368,55
		A			504 023,63	504 023,63	504 023,63	504 023,63
		i			81 270,45	74 813,91	68 579,41	62 344,92
tx = 2,98%	3000 k€ fin en 2041	CRD		3 000 000,00	2 959 235,71	2 875 869,07	2 789 990,20	2 701 523,40
		An		86 056,33	171 835,39	171 800,41	171 764,39	171 950,90
		A		40 764,29	83 366,64	85 878,87	88 466,80	91 132,71
		i		45 292,04	88 468,75	85 921,54	83 297,59	80 818,19
tx = 2,98%	2500 k€ fin en 2042	CRD			2 500 000,00	2 466 029,76	2 396 557,55	2 324 991,83
		An			71 713,60	143 196,17	143 167,00	143 329,46
		A			33 970,24	69 472,21	71 565,72	73 722,34
		i			37 743,36	73 723,96	71 601,28	69 607,12
tx = 2,98%	1000 k€ fin en 2043	CRD				1 000 000,00	986 411,91	958 623,02
		An				28 685,44	57 278,48	57 346,15
		A				13 588,09	27 788,89	28 626,29
		i				15 097,35	29 489,59	28 719,86
<i>Total intérêts</i>		533 545,00 €*	211 433,88 €	362 347,50 €	393 253,08 €	385 225,63 €	362 316,00 €	
<i>Remboursement capital</i>		295 829,17 €	302 358,93 €	890 236,73 €	949 420,48 €	976 196,62 €	990 076,23 €	

\*dont 300 000 € d'indemnité de sortie de l'emprunt Helvetix

Au 31 décembre 2017 le capital restant dû de la collectivité sera de 15 363 830 €. Ce montant est faussé en raison de la prise en compte de l'emprunt lié au financement des indemnités de sortie de l'emprunt structuré de 6,552 millions d'euros, pour lesquels la CCPM reçoit chaque année une participation de l'état en recette.

La capacité de désendettement prévue au 31/12/2017 sera de 13,7 années.

## 5. L'épargne

Voir tableau ci-après.

**EPARGNE BRUTE - EPARGNE NETTE**

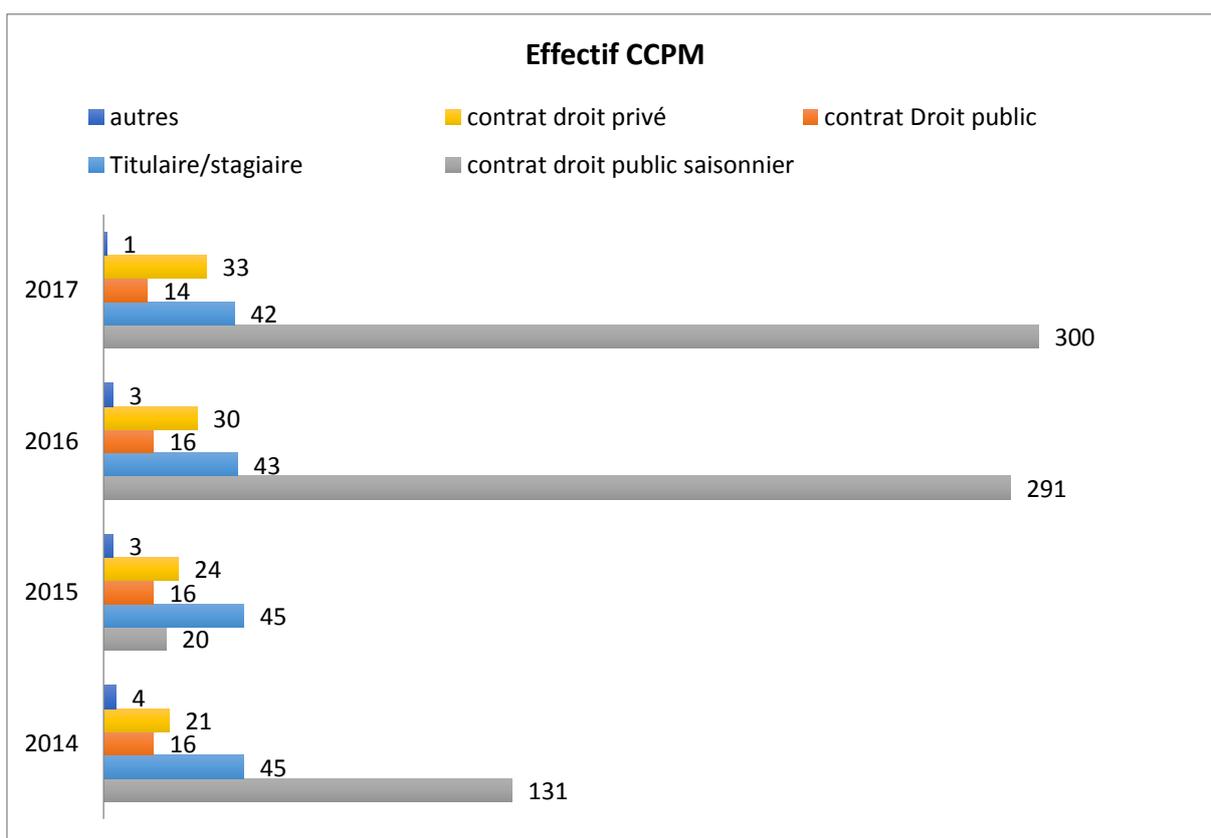
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
013 Atténuation charges	216 768	170 000	170 000	170 000	170 000	170 000
70 produits ventes	1 171 126	1 139 124	994 700	990 000	990 000	990 000
73 impôts et taxes	14 244 304	14 816 688	14 943 248	15 070 601	15 200 601	15 330 601
74 dotations	3 920 295	3 374 892	3 194 877	3 200 000	3 200 000	3 200 000
75 autres produits	28 404	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200
76 produits financiers		936 044	468 022	468 022	468 022	468 022
77 prod exceptionnels	338 644					
<b>RRF</b>	<b>19 919 540</b>	<b>20 441 948</b>	<b>19 776 047</b>	<b>19 903 823</b>	<b>20 033 823</b>	<b>20 163 823</b>
011 charges caract. gén	7 680 538	7 658 366	7 539 810	7 620 000	7 690 000	7 760 000
012 personnel	2 554 319	3 000 730	3 042 179	3 100 000	3 160 000	3 220 000
014 atténuation produits	7 157 261	6 792 000	6 648 676	6 648 676	6 648 676	6 648 676
65 autres charges	354 773	454 403	657 486	670 000	670 000	670 000
66 frais financiers	533 545	211 434	362 348	393 253	385 226	362 316
67 ch exceptionnels	1 187	424 000	405 000	387 000	6 000	6 000
<b>DRF</b>	<b>18 281 623</b>	<b>18 540 933</b>	<b>18 655 498</b>	<b>18 818 929</b>	<b>18 559 902</b>	<b>18 666 992</b>
<b>Epargne brute a1 (RRF - DRF)</b>	<b>1 637 917</b>	<b>1 901 015</b>	<b>1 120 548</b>	<b>1 084 894</b>	<b>1 473 921</b>	<b>1 496 831</b>
<b>Remboursement Kal a2</b>	295 829	302 359	890 237	949 420	976 197	990 076
<b>Epargne nette D (a1 - a2)</b>	<b>1 342 088</b>	<b>1 598 656</b>	<b>230 312</b>	<b>135 473</b>	<b>497 725</b>	<b>506 755</b>

## 6. La politique des ressources humaines de la CCPM

### 6.1. La structure des effectifs

L'effectif de la communauté de communes du pays de Mormal se répartit de la manière suivante.

	2014	ETP	2015	ETP	2016	ETP	prévision 2017	ETP
<b>Titulaire/stagiaire</b>	45	43,89	45	43,89	43	41,89	42	41,04
<b>contract D public</b>	16	8,64	16	10,64	16	12	14	11
<b>contract D public saisonnier</b>	131	131	10	10	180	290	300	300
<b>contract D privé</b>	21	12,5	24	13,5	30	17,5	33	18
<b>autres *</b>	4	2,8	3	2,48	4	2,3	1	1



## 6.2. Les dépenses de personnel

### Traitements indiciaires (rémunérations de base)

	2014	2015	2016	prévision 2017
<b>Titulaire/stagiaire</b>	919 770	870 225	814 104	904 722
<b>contrat D public</b>	210 829	277 810	318 091	241 503
<b>contrat D public saisonnier</b>	194 743	8 244	264 403	284 500
<b>contrat D privé</b>	179 961	239 605	245 593	334 303
<b>autres *</b>	2 796	4514	7 444	12 270

\* service civique, stagiaires rémunérés, apprenti

### Le régime indemnitaire

	2014	2015	2016	prévision 2017
<b>Titulaire/stagiaire</b>	218 373	201 493	165 093	155 658
<b>contrat D public</b>	8 952	22 087	26 833	33 059
<b>contrat D public saisonnier</b>	0	0	0	0
<b>contrat D privé</b>	0	0	0	0

### La nouvelle bonification indiciaire, le supplément familial de traitement et indemnité de résidence

	2014	2015	2016	prévision 2017
<b>Titulaire/stagiaire</b>	46 464	43 051	41 450	44 323
<b>contract D public</b>	772	1 124	1 077	1 057
<b>contract D public saisonnier</b>	0	0	0	0
<b>contract D privé</b>	0	0	0	0

*Evolution globale des dépenses de personnel (hors charges de sécurité sociale)*

	<b>CA 2014</b>	<b>CA 2015</b>	<b>BP 2016</b>	<b>CA en cours à oct 2016</b>	<b>BP 2017</b>
apprentis		-	-	1 789,32	12 270,00
insertion	189 620,20	249 156,15	294 231,00	259 236,47	334 302,96
non titulaire	502 388,70	328 477,35	578 185,00	555 690,81	583 360,00
titulaire	1 149 964,03	1 141 000,55	1 176 462,32	947 361,23	1 202 052,00
	<b>1 841 972,93</b>	<b>1 718 634,05</b>	<b>2 048 878,32</b>	<b>1 762 288,51</b>	<b>2 119 714,96</b>
apprentis				0,10%	0,58%
insertion	10,29%	14,50%	14,36%	14,71%	15,77%
non titulaire	27,27%	19,11%	28,22%	31,53%	27,52%
titulaire	62,43%	66,39%	57,42%	53,76%	56,71%

## 7. Evolution du Plan pluriannuel d'investissement

Prévisions d'investissement à échéance 2020								
Projet	Montant en € TTC	subvention envisagée	Reste à charge TTC	2016	2017	2018	2019	2020
Investissement courant réparations courantes, fournitures de matériels divers (véhicules, gros outillage, parc info, doc urbanisme, etc.)	2 157 240 €		2 157 240 €	461 970 €	495 270 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €
Plantations (TVB)	150 000 €	67 500 €	82 500 €	150 000 €	130 000 €			
				67 500 €	68 000 €			
Avance Budget Annexe ZAE	381 000 €				381 000 €			
Electrification rurale	91 150 €		91 150 €	91 150 €				
Acquisition des bacs de collecte	61 422 €		61 422 €	30 711 €	30 711 €			
Bornes électriques	37 256 €	29 804 €	7 452 €	37 256 €				
				29 804 €				
Etude Moulin de Maroilles Programmation + Subv Moulin EPF	28 800 €	7 500 €	21 300 €		28 800 €			
					7 500 €			
Eclairage Public	1 728 835 €	500 000 €	1 228 835 €	428 835 €	450 000 €	450 000 €	200 000 €	200 000 €
				125 000 €	187 500 €	187 500 €		
Fibre optique Phase 1 (2016-2020) part CCPM	1 998 640 €		1 998 640 €	6 805 €	36 138 €	36 138 €	959 780 €	959 780 €
Construction déchetterie Le Quesnoy	1 181 000 €	360 000 €	821 000 €	300 000 €	881 000 €			
				120 000 €	240 000 €			
Desserte Refresco	1 552 500 €	385 000 €	1 167 500 €			1 552 500 €		
						496 000 €		
Travaux RAM Caserne Clarke	224 448 €	132 352 €	92 096 €	224 448 €				
				132 352 €				
Equipements RAM Caserne Clarke	22 115 €	14 743 €	7 372 €	22 115 €				
				14 743 €				
Valorisation touristique forêt de Mormal	1 537 800 €	512 600 €	1 025 200 €		145 800 €	464 000 €	464 000 €	464 000 €
					128 150 €	128 150 €	128 150 €	128 150 €
Véloroute de Mormal	2 076 360 €	1 211 210 €	865 150 €		157 300 €	1 919 070 €		
						1 211 205 €		
FISAC + aides aux entreprises + Contrat de dév. Région	140 000 €		140 000 €	40 000 €	140 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
Frais d'études (halte nautique + hébergement touristique)	20 000 €	12 000 €	8 000 €	20 000 €				
				6 000 €				
Réalisation du PLUI	460 000 €	196 000 €	264 000 €	123 000 €	130 000 €	130 000 €	100 000 €	
		*****estimation à 40% des frais		49 200 €	52 000 €	52 000 €	40 000 €	
ZAC Village d'artisans honoraires	3 220 800 €		3 220 800 €			2 320 800 €	900 000 €	
Travaux autres	2 640 000 €							
	264 000 €					773 600 €	300 000 €	
<b>Total dépenses d'investissement A</b>				<b>1 936 290 €</b>	<b>3 006 019 €</b>	<b>7 372 508 €</b>	<b>3 123 780 €</b>	<b>2 123 780 €</b>
<b>Recettes</b>								
<b>Subvention investissement reçue</b>				<b>544 599 €</b>	<b>683 150 €</b>	<b>2 848 455 €</b>	<b>468 150 €</b>	<b>128 150 €</b>
<b>FCTVA</b>				<b>100 000 €</b>	<b>200 000 €</b>	<b>200 000 €</b>	<b>200 000 €</b>	<b>200 000 €</b>
<b>Nouveaux emprunts</b>				<b>3 000 000 €</b>	<b>2 500 000 €</b>	<b>1 000 000 €</b>		

## 8. Budget Annexe ZAC de Wagnies-le-Grand

<b>En K€ HT</b>	<b>2017</b>
Etudes	92 000,00
Foncier	
Travaux	893 000,00
Frais de gestion	54 000,00
<b>Total dépenses</b>	<b>1 039 000,00</b>
Recettes de charges foncières et participations constructeurs	223 000,00
Subventions	60 000,00
Participation collectivité	375 000,00
<b>Total recettes</b>	<b>658 000,00</b>
<b>Résultat (recettes - dépenses)</b>	<b>- 381 000,00</b>

*Financement par avance du BP au BA*